

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION



REVUE DE PRESSE

Les Quotidiens

Cellule Communication

Lundi 08 Décembre 2025



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn



PRESSE EN LIGNE

RTS. SOUTENABILITÉ DE LA DETTE : « NOUS AVONS JUSQU'EN MARS 2026 POUR ÉVITER UNE IMPASSE », ALERTE LE PR THIerno THIOUNE

Pour Thierno Thioune, accepter une restructuration ne se limite pas à obtenir un répit dans le remboursement de la dette. C'est surtout perdre l'accès au marché financier international, un risque majeur pour un pays qui a besoin de financements réguliers pour soutenir ses investissements et son développement. Il insiste sur la dimension symbolique et stratégique de ce choix qu'il qualifie d'atteinte à la « dignité nationale ». Le refus actuel d'engager une restructuration lui semble cohérent dans la mesure où l'État maintient une gestion budgétaire prudente. L'accord avec le FMI reste toutefois une condition essentielle, dit-il, car il agit comme un sceau de crédibilité indispensable pour attirer les investisseurs européens, asiatiques et internationaux. Une trajectoire budgétaire à redresser d'ici 2028. L'économiste rappelle que le Sénégal doit impérativement rééquilibrer sa politique budgétaire. Le déficit, aujourd'hui supérieur à 7,5 %, doit revenir en dessous de 5 % d'ici 2028. Selon lui, cet objectif est atteignable à condition de poursuivre les efforts actuels, d'unifier la dette publique et parapublique et d'instaurer une rigueur budgétaire durable.

<https://www.rts.sn/actualite/detail/economie/soutenabilite-de-la-dette-nous-avons-jusqu-en-mars-2026-pour-eviter-une-impasse-alerte-le-pr-thierno-thioune>

LEJECOS. RESTRUCTURATION DE LA DETTE SOUVERAINE : La tentation du déni, un luxe dangereux

A moins de mobiliser simultanément et rapidement des financements concessionnels, un programme crédible d'ajustement, et des mesures techniques pour protéger le système bancaire, la restructuration de la dette cessera d'être pour le Sénégal, une option théorique pour devenir une nécessité pratique. La fenêtre de tir n'est pas infinie. La trajectoire du service de la dette pour 2026–2027 devient difficilement soutenable sans injections extérieures significatives. Les marchés l'ont compris : l'accès aux eurobonds reste fermé, et les taux domestiques ne refluent pas, pénalisant l'investissement privé. Le pays se retrouve avec un mur de liquidité que les discours ne peuvent pas franchir : les marchés sont fermés, les taux domestiques flambent, le système bancaire est surexposé à l'État, et chaque mois qui passe réduit la marge de manœuvre. À mesure que s'accumulent les signaux d'alerte sur la trajectoire budgétaire du Sénégal, une question jusqu'ici impensable s'invite désormais au cœur du débat économique : le pays devra-t-il restructurer sa dette pour éviter l'asphyxie financière ?

https://www.lejecos.com/RESTRUCTURATION-DE-LA-DETTE-SOUVERAINE-La-tentation-du-deni-un-luxe-dangereux_a29992.html

FINANCIAL AFRIK. Souveraineté économique du Sénégal : le système bancaire comme levier de sortie de crise et de relance

Le Sénégal traverse une période économique complexe, caractérisée par un endettement public élevé (près de 110% du PIB) des déficits jumeaux persistants



(Déficit budgétaire prévu en 2025 à 7,1% du PIB et déficit du compte courant entre 12% et 14% en 2025) et une confiance érodée des partenaires. Pourtant, paradoxalement, le pays dispose d'atouts considérables : ressources naturelles (pétrole, gaz, minéraux), une démographie jeune, une diaspora dynamique et des plans de vision ambitieux (SND 2025-2029, Vision 2050). La question centrale n'est pas celle du manque de vision, mais celle du moyen de financement et d'exécution. Dans cette équation, le système bancaire national, souvent perçu comme un simple intermédiaire, peut et doit jouer un rôle transformateur. Cet article propose des pistes pour que les banques sénégalaises deviennent les architectes financiers de la souveraineté économique.

<https://www.financialafrik.com/2025/12/06/souverainete-economique-du-senegal-le-systeme-bancaire-comme-levier-de-sortie-de-crise-et-de-relance/>

SENEWEB. Microfinance, Économie sociale et solidaire : 7,8 milliards FCFA pour soutenir l'inclusion financière

Pour l'exercice 2026, le projet de budget du Ministère de la Microfinance et de l'Économie sociale et solidaire est arrêté à 7 809 189 616 FCFA en autorisations d'engagement (AE) et à 7 727 939 616 FCFA en crédits de paiement (CP). Ces ressources sont réparties entre trois programmes majeurs couvrant le pilotage administratif, le renforcement de la microfinance et le développement de l'économie sociale et solidaire. Le Programme 1569 concerne le pilotage, la coordination et la gestion administrative. Les crédits alloués à ce programme s'élèvent à 908 556 175 FCFA en AE et 902 306 175 FCFA en CP. La répartition par nature de dépenses se présente comme suit : dépenses de personnel (466 489 000 FCFA), acquisitions de biens et services (379 567 175 FCFA), investissements exécutés par l'État (62 500 000 FCFA en AE et 56 250 000 FCFA en CP). Ce programme vise principalement à assurer le fonctionnement des services administratifs, la coordination des politiques publiques et la bonne gouvernance du ministère.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/microfinance-economie-sociale-et-solidaire-78-milliards-fcfa-pour-soutenir-linclusion-financiere_n_476583.html

SUD QUOTIDIEN. Budget 2026 : plus de 200 milliards destinés aux politiques de jeunesse (ministre)

Les politiques publiques en faveur des jeunes vont bénéficier d'une enveloppe de 207 milliards de francs CFA dans le budget de l'État pour 2026, contre 174 milliards lors de l'exercice précédent, a-t-on appris du ministre des Finances et du Budget, Cheikh Diba. "En ce qui concerne les politiques en faveur de la jeunesse, [elles vont bénéficier d'une] enveloppe de 207 milliards F CFA [...] dans le budget 2026, contre 174 milliards en 2025", a-t-il déclaré. Le ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle et technique va bénéficier à lui seul de 78 milliards de francs CFA, principalement dédiés aux programmes d'insertion et d'accompagnement des jeunes, a précisé Cheikh Diba. Il intervenait lors de la plénière de l'Assemblée nationale consacrée vendredi à l'examen du projet de budget 2026 du ministère des Sports et de la Jeunesse, arrêté à plus de 39 milliards de francs CFA.

<https://www.sudquotidien.sn/budget-2026-plus-de-200-milliards-destines-aux-politiques-de-jeunesse-ministre/>



APS. Budget 2026 : une enveloppe de plus 437 milliards FCFA pour le ministère des Forces armées

Le projet de budget 2026 du ministère des Forces armées est arrêté à 437 946 280 405 FCFA en autorisations d'engagement (AE) et 338 389 760 405 FCFA en crédits de paiement (CP), a appris l'APS samedi lors de l'examen du rapport du budget par la Commission des finances et du contrôle budgétaire, élargie à celle de la défense et de la sécurité. Le gouvernement était représenté par le ministre des Forces armées, Birame Diop, accompagné de son collègue des Finances et du Budget, Cheikh Diba, ainsi que la secrétaire d'État auprès du Premier ministre chargée des Relations avec les Institutions et porte-parole du gouvernement, Marie Rose Khady Fatou Faye. Le budget du ministère des Forces armées pour 2026 est réparti entre quatre programmes principaux.

<https://aps.sn/budget-2026-une-enveloppe-de-plus-437-milliards-fcfa-pour-le-ministere-des-forces-armees/>

APA NEWS. Sénégal/numérique : plus de 1 100 Mrds F attendus (rapport)

Le ministre sénégalais de la Communication a souligné que les réformes recommandées par le rapport GSMA pourraient « générer plus de 1 000 milliards de francs CFA de valeur économique, augmenter substantiellement la productivité et renforcer les recettes publiques ». La baisse du coût des smartphones, la modernisation du cadre réglementaire et le renforcement des infrastructures pourraient profondément accélérer l'inclusion et l'usage du numérique au Sénégal, souligne le rapport du Global System for Mobile Communications Association (GSMA) rendu public ce vendredi. Le Sénégal pourrait mobiliser plus de 1 100 milliards FCFA de valeur économique et créer 280 000 emplois d'ici 2030 si les réformes proposées pour accélérer la transformation numérique sont pleinement mises en œuvre, indique un rapport de la GSMA dévoilé ce vendredi au Digital Africa Summit Senegal.

<https://fr.apanews.net/communication/senegal-numerique-plus-de-1-100-mrds-f-attendus-rapport/>

SIKA FINANCE. Sénégal : Le Numérique devrait générer 1100 milliards Fcfa à l'horizon 2030

https://www.sikafinance.com/marches/senegal-le-numerique-devrait-generer-1100-milliards-fcfa-a-lhorizon-2030_58196

AGENCE ECOFIN. Sénégal : fiscalité, réglementation, investissements... les piliers essentiels au succès du New Deal Technologique (GSMA)

Un nouveau rapport de la GSMA montre que le Sénégal fait partie des pays africains les plus avancés en matière de numérique, mais qu'un changement de cap fiscal et réglementaire est indispensable pour libérer tout le potentiel de la 4G, de la 5G et du Mobile Money. Le Sénégal veut faire du numérique une puissance de son économie. C'est l'ambition affirmée du New Deal Technologique 2034, dévoilé en février 2025, qui prévoit 1 105 milliards FCFA (environ 1,7 milliard USD) d'investissements pour atteindre 95 % de connectivité, 80 % d'utilisation des services publics en ligne, 350 000 emplois créés et une contribution du numérique portée à 15 % du PIB. Dans son étude « Stimuler la transformation numérique de l'économie au Sénégal. Opportunité, recommandations politiques et rôle du mobile », remise le 5 décembre 2025 au gouvernement sénégalais lors de la première édition du Digital Africa Summit Sénégal,



tenue à Dakar, l'Association mondiale des opérateurs mobiles (GSMA) a dressé un état des lieux de l'économie numérique sénégalaise et formule une série de recommandations pour y parvenir.

<https://www.agenceecofin.com/actualites/0812-134080-senegal-fiscalite-reglementation-investissements-les-piliers-essentiels-au-succes-du-new-deal-technologique-gsma>

SIKA FINANCE. Tribune/Taxe sur le mobile money au Sénégal : Un pari fiscal à l'épreuve de l'inclusion financière

https://www.sikafinance.com/marches/tribunetaxe-sur-le-mobile-money-au-senegal-un-pari-fiscal-a-lepreuve-de-linclusion-financiere_58193

LE SOLEIL. Sénégal : baisse des prix du carburant !

La Commission de régulation du secteur de l'Énergie (Crse) a annoncé une baisse des prix des produits pétroliers, effective à partir du samedi 6 décembre 2025 à 18h. Les nouveaux tarifs sont fixés à 920 FCFA, contre 990 FCFA, pour le litre du supercarburant, et 680 FCFA, contre 755 FCFA, pour celui du gasoil. Cette décision intervient au lendemain de la prise de parole du ministre de l'Énergie et des Mines, Birame Soulèye Diop, devant l'Assemblée nationale. Lors de l'examen du budget de son département, le vendredi 5 décembre 2025, le ministre Diop a confirmé une série de mesures destinées à améliorer le pouvoir d'achat des Sénégalais, dans un contexte marqué par la hausse des prix et de vives préoccupations sur le secteur énergétique. Il a notamment annoncé une réduction de 10 % des tarifs de l'électricité, tout en garantissant que la baisse des prix des hydrocarbures interviendrait dans un délai de « quinze jours tout au plus ».

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/senegal-baisse-des-prix-du-carburant/>

LE QUOTIDIEN. Énergie – Fraude sur l'électricité : Le préjudice représente 3, 7 milliards

Le préjudice lié à la fraude sur l'électricité représente 3, 7 milliards de francs Cfa sur toute l'étendue du territoire national, a fait savoir le ministre de l'Énergie, du pétrole et des mines, Birame Soulèye Diop, aux députés. Ces derniers l'ont interpellé hier sur la question, lors de l'examen du projet de budget de son département. Réagissant à l'interpellation relative à la fraude signalée à la Senelec, le ministre de l'Énergie, du pétrole et des mines a constaté que «c'est une situation particulièrement alarmante qui impacte beaucoup sa productivité». Il fera noter qu'il ressort d'un rapport d'audit 490 cas de fraude détectés seulement dans la région de Dakar, notamment à Pikine, occasionnant une perte évaluée à 13 515 Kw/h, soit 2, 6 milliards de francs Cfa. Birame Soulèye Diop informera qu'à la «date du 4 septembre 2025, le préjudice lié à la fraude représente 3, 7 milliards de francs Cfa sur toute l'étendue du territoire national, avant de révéler l'identité des délinquants supposés tels que les institutions, les restaurants et autres personnes privées bien connues.

<https://lequotidien.sn/energie-fraude-sur-lelectricite-le-prejudice-represente-3-7-milliards/>



ACTUALITÉS INTERNATIONALES

JEUNE AFRIQUE. « Partenariats public-privé : pourquoi l'Afrique est à la traîne »

Les PPP sont le meilleur moyen de financer les infrastructures que les États ne parviennent pas à prendre à leur charge. Malgré quelques réussites éclatantes, le continent pâtit encore de certains handicaps institutionnels et, surtout, d'insuffisantes capacités juridiques, analyse le docteur Mohamed H'Midouche, ancien banquier international. Au sein des ministères des Finances, à Dakar, Abidjan, Kigali ou Rabat, trois lettres reviennent sans cesse : PPP, pour « partenariat public-privé ». Un outil présenté comme la voie royale pour financer les infrastructures que les budgets nationaux ne peuvent assumer seuls. La Banque africaine de développement (BAD) estime que l'Afrique devrait mobiliser entre 130 et 170 milliards de dollars par an pour combler son déficit dans ce domaine.

<https://www.jeuneafrique.com/1746885/economie-entreprises/partenariats-public-privé-pourquoi-lafrique-est-a-la-traine/>

COURRIER INTERNATIONAL. Bénin. La tentative de coup d'État a échoué, assure le gouvernement de Talon

Un groupe de militaires a affirmé ce dimanche 7 décembre avoir renversé le président Patrice Talon au Bénin. Tandis que leur déclaration tourne en boucle sur la télévision publique, le camp présidentiel assure que le chef de l'État est en sécurité et que la situation est déjà sous contrôle. Le ministre de l'Intérieur béninois, Allassane Séidou, est apparu à la télévision nationale pour annoncer qu'une tentative de coup d'État avait été déjouée, rapporte le quotidien La Nouvelle Tribune. "Un groupuscule de soldats a engagé une mutinerie dans le but de déstabiliser l'État et ses institutions", a-t-il dénoncé, avant d'ajouter que les forces armées, "fidèles à leur serment", avaient "permis de garder le contrôle de la situation et de faire échec à la manœuvre". Le ministre a ensuite appelé la population à "vaquer normalement à ses occupations".

https://www.courrierinternational.com/article/coup-d-etat-au-benin-des-soldats-annoncent-a-la-television-avoir-renverse-le-president-talon_238217

AFRIK.COM. Rapport CNUCED 2025 : la finance pousse l'économie mondiale dans un « gouffre »

Le dernier rapport de la CNUCED sonne l'alarme : loin d'être un moteur, la finance mondiale, concentrée et volatile, menace de faire basculer l'économie mondiale dans l'incertitude. L'organisme onusien met en garde contre un ralentissement généralisé de la croissance en 2025, aggravé par des coûts d'emprunt exorbitants qui paralysent les pays en développement. Une croissance mondiale en décélération constante. L'optimisme quant à une reprise post-pandémique durable est tempéré par les projections sombres de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Pour 2025, l'organisation anticipe un ralentissement de la croissance économique mondiale, qui devrait atteindre seulement 2,6 %, après 2,9 % l'année précédente. Ce chiffre est particulièrement préoccupant, car il se situe bien en dessous des moyennes historiques, que ce soit celle de 3 % observée avant la crise sanitaire, ou celle, plus robuste, de 4,4 % qui prévalait avant la grande crise financière de 2008-2009.

https://www.afrik.com/rapport-cnuced-2025-la-finance-pousse-l-economie-mondiale-dans-un-gouffre#google_vignette



RFI. L'emploi dans le secteur de l'énergie progresse deux fois plus vite que dans le reste de l'économie

Un rapport de l'Agence internationale de l'énergie, l'AIE, publié ce vendredi indique que l'emploi dans le secteur énergétique mondial progresse deux fois plus vite que dans les autres domaines de l'économie. Une croissance qui concerne tous les pays, et qui connaît une forte pénurie de main d'œuvre. L'année dernière, 76 millions de personnes travaillaient dans l'énergie à travers le monde. Une progression de cinq millions sur cinq ans, plus forte que dans n'importe quel autre secteur, note l'AIE. En cause : l'émergence des énergies décarbonées comme le nucléaire, le photovoltaïque ou l'éolien... L'électrification de pans entiers de l'économie comme les transports contribue aussi à la demande colossale de nouveaux emplois. En revanche, la demande de main d'œuvre dans les énergies fossiles comme le pétrole, le charbon ou le gaz, elle reste stable.

<https://www.rfi.fr/fr/%C3%A9conomie/20251206-l-emploi-dans-le-secteur-de-l-%C3%A9nergie-progresse-deux-fois-plus-vite-que-dans-le-reste-de-l-%C3%A9conomie>

ZONE BOURSE. Allemagne: la production industrielle poursuit sa hausse en octobre

La production industrielle allemande a augmenté en octobre pour le deuxième mois consécutif, contrairement aux attentes, signe d'une stabilisation dans un secteur clé de la première économie européenne en crise. L'indicateur a augmenté de 1,8% en octobre, après une hausse de 1,1% en septembre qui succède au plongeon du mois d'août, selon des données publiées lundi par l'office statistique Destatis. De quoi déjouer les attentes des experts de la plateforme financière Factset qui tablaient sur une baisse de 0,55% de l'indice. C'est la première fois depuis début 2024 que la production industrielle allemande augmente pendant deux mois consécutifs. Cette hausse montre "des signes timides de stabilisation", commente Carsten Brzeski, économiste à la banque ING.

<https://www.zonebourse.com/actualite-bourse/allemande-la-production-industrielle-poursuit-sa-hausse-en-octobre-ce7d51ddd89f32d>

FRENCH.CHINA.ORG.CN. L'OCDE relève pour la troisième fois cette année ses prévisions de croissance pour l'économie chinoise

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a publié mardi dernier ses dernières « Perspectives économiques », dans lesquelles elle a une nouvelle fois relevé ses prévisions de croissance pour la Chine en 2025, désormais fixées à 5 %. Il s'agit de la troisième révision à la hausse de ce genre cette année. Plusieurs responsables d'organisations internationales basées en Chine ont déclaré estimer que l'économie chinoise se distinguait par sa résilience, sa transformation et son dynamisme, ajoutant qu'elle demeurerait un moteur essentiel de la croissance mondiale. Selon Tamas Hajba, chef du bureau de l'OCDE à Beijing, les politiques de modernisation à grande échelle des équipements et d'ouverture aux biens de consommation importés ont stimulé la demande intérieure, tandis que les exportations et le secteur manufacturier lié aux exportations ont affiché une performance solide.

« Si je devais résumer l'économie chinoise de 2025 en trois mots, je dirais résilience, transformation et vitalité », a-t-il indiqué, soulignant l'accélération de la restructuration industrielle et des progrès technologiques dans le pays.



http://french.china.org.cn/business/txt/2025-12/08/content_118216897.htm

TUNISIE NUMERIQUE. EconomieAlerte mondiale : le Japon risque un choc financier inédit depuis 30 ans

Le Japon traverse une zone de fortes turbulences financières depuis l'arrivée au pouvoir de la nouvelle Première ministre Sanae Takaichi il y a six semaines. Surnommée par certains médias « la Thatcher du Japon », elle a lancé un vaste programme de relance budgétaire de 135 milliards de dollars, comprenant notamment des coupons de riz et des subventions au carburant, une mesure que la presse économique qualifie de « faible qualité » et qui serait paradoxalement responsable d'une partie de l'inflation actuelle. Or, ce pari budgétaire intervient alors que le Japon est déjà le pays le plus endetté au monde, avec une dette publique équivalente à 230 % de son PIB. Une situation qui place Tokyo en porte-à-faux face aux marchés internationaux, faisant resurgir les spectres de la crise britannique provoquée par le gouvernement de Liz Truss en 2022.

<https://www.tunisienumerique.com/alerte-mondiale-le-japon-risque-un-choc-financier-inedit-depuis-30-ans/>

LE MONDE. Pour le PDG de J.P. Morgan, « une Europe faible, c'est mauvais pour l'ensemble du monde libre et démocratique »

Contrairement à ce que prônent l'administration Trump ou Elon Musk, le patron de la première banque américaine, Jamie Dimon, a plaidé samedi pour une Europe forte. Un avis quasi subversif aux Etats-Unis, constate Isabelle Chaperon, chroniqueuse au service Economie du « Monde ». Affaiblissement. Décrochage. Déclin ? L'Union européenne n'a pas attendu l'administration Trump pour autodiagnostiquer son retard de croissance. La ligne MAGA (« Make America Great Again ») voit dans cette fragilité l'occasion de porter un coup fatal au projet européen, dans l'intérêt des Etats-Unis. Il est intéressant de noter que Jamie Dimon, le PDG de J.P. Morgan, ose afficher un avis contraire. « Une Europe faible, c'est mauvais pour nous, pour l'ensemble du monde libre et démocratique », a affirmé, samedi 6 décembre, le patron de la première banque américaine, lors d'une conférence réunissant militaires et industriels de la défense. Si l'Europe se fragmente, « c'est exactement ce que veulent certains de nos adversaires », a-t-il insisté.

https://www.lemonde.fr/economie/article/2025/12/08/pour-le-pdg-de-j-p-morgan-une-europe- faible-c-est-mauvais-pour-l-ensemble-du-monde-libre-et-democratique_6656459_3234.html

LES ECHOS. « C'est un effort de 3 à 4.000 euros par ménage et par an » : pourquoi le redressement budgétaire n'épargnera personne

La France doit réduire son déficit de 120 milliards d'euros pour stabiliser sa dette. L'ampleur historique de cet effort se traduira inévitablement, selon une note du think tank Terra Nova, par la hausse d'un impôt comme la TVA touchant tous les Français. Vu l'état catastrophique des finances publiques, tous les Français vont devoir passer à la caisse. C'est la conclusion sans fard d'une note de Terra Nova publiée ce lundi et signée par Guillaume Hannezo, professeur associé à l'Ecole normale supérieure et ancien conseiller économique de François Mitterrand. Le think tank progressiste n'est pas tendre avec les politiques de tous bords qui, selon lui, nient cette évidence et prétendent que la solution est à chercher chez les autres : « Chez les immigrés, dira



le RN ; chez les fonctionnaires, pour la droite classique ; chez les flemmards, pour le centre droit ; chez les très riches et les entreprises, pour la gauche. »

<https://www.lesechos.fr/economie-france/budget-fiscalite/cest-un-effort-de-3-a-4000-euros-par-menage-et-par-an-pourquoi-le-redressement-budgetaire-nepargnera-personne-2203269>

LE FIGARO. Le Brésil déjoue la guerre commerciale de Donald Trump mais n'évite pas la panne

L'impact des droits de douane américains a été finalement limité pour cette puissance exportatrice. Mais la croissance marque le pas. Des vents contraires soufflent sur l'économie brésilienne. Ils viennent à la fois de l'extérieur avec les droits de douane américains, mais aussi en interne sous l'effet d'une politique monétaire très restrictive. La croissance a marqué le pas entre juillet et septembre avec une quasi-stagnation du PIB (+ 0,1 %) par rapport au trimestre précédent. Une nette décélération comparée au début d'année - + 1,5 % enregistré entre janvier et mars - et surtout après le rythme soutenu, au-dessus de 3 %, des trois dernières années.

<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/le-bresil-dejoue-la-guerre-commerciale-de-donald-trump-mais-n-evite-pas-la-panne-20251207>

